

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

GILETS JAUNES

CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

Avec le bâton, la carotte. D'un côté, la Police éborgne impunément, de l'autre le gouvernement mobilise l'appareil d'Etat dans une pseudo-consultation démocratique, le « Grand-débat ». Schiappa, pourtant secrétaire d'Etat « féministe », n'a pas honte de venir porter la bonne parole de Macron chez le misogynne et homophobe revendiqué Hanouna ; dans la droite ligne de l'attitude de Macron, elle assume son mépris de classe, se justifie en disant que beaucoup de Gilets-Jaunes regardent l'émission scandaleuse d'Hanouna...

En réalité, le pouvoir ne veut rien lâcher. Macron, en bon président des patrons, maintient le cap et entend bien poursuivre la restructuration économique et sociale qu'il a promis à sa classe, la bourgeoisie. Quand on lit les questions posées dans le cadre du Grand-débat, on nous laisse juste la possibilité de choisir si l'Etat doit couper d'abord dans le budget de l'Education ou dans celui de la Santé. Pas question d'augmenter réellement les salaires et les pensions, ni de revenir sur les énormes cadeaux fiscaux faits aux bourgeois. Nous ne sommes pas dupes, ce pseudo-débat est juste une opération de communication. Nous n'avons rien à y faire.

De notre côté il faut durcir le ton. Depuis le début du mouvement, par nos slogans et nos actes nous avons raison de cibler le gouvernement, l'Etat et sa police. Il faut continuer bien sûr, mais aussi porter le combat sur le terrain de l'économie. Il faut se mobiliser et lutter dans nos entreprises, au cœur du capitalisme et de notre exploitation qui est la source du pouvoir des bourgeois. L'appel à la grève le 5 février lancé par des Gilets-Jaunes et certains syndicats arrive donc au bon moment. En plus d'attaquer la bourgeoisie au portefeuille en arrêtant la production, faire grève permet aussi de dégager du temps sur nos lieux de travail pour parler politique et décider des suites du mouvement. C'est l'occasion de prolonger au boulot ce que beaucoup font déjà sur les ronds-points ou dans les assemblées générales de GJ : s'organiser entre personnes partageant les mêmes conditions de vie et de travail dégueulasses, nous ouvriers et prolétaires, femmes précaires, jeunes chômeurs. Dans ce sens l'appel à une « Assemblée des assemblées » des Gilets-Jaunes lancé depuis Commercy sur une base progressiste est aussi un pas en avant, mais une simple coordination des assemblées ne pourra pas suffire.

Anticapitalistes et révolutionnaires, nous savons que ce système à les reins solides. Nous n'en sommes pas encore à le renverser et à prendre le pouvoir, loin de là ! Mais une chose est sûre, pour avancer dans ce mouvement et vers cet objectif, nous avons besoin de nous structurer, de nous retrouver ensemble dans des formes d'organisations qui pourront perdurer même après la fin du mouvement en cours. Pour nous communistes et révolutionnaires, c'est même plus important que la satisfaction de nos revendications immédiates.

**Au boulot et en AG, construisons ensemble l'autonomie politique
des exploité-e-s et des opprimé-e-s !**

Contre Macron et son monde, tous et toutes en grève le 5 février !

OCML - VP . ORG
CONTACT@OCML - VP . ORG



 /OCMLVP  /OCMLVP
BP 133 93213 SAINT DENIS

DES GILETS JAUNES À LA RÉVOLUTION

PAR OÙ COMMENCER ?

Voilà plus de 11 semaines que le mouvement des Gilets Jaunes se propage. Un mouvement de fond, réunissant des dizaines de milliers de manifestants chaque samedi et soutenu par des millions de personnes. Un mouvement qui s'installe dans la durée malgré la brutalité de la répression qu'il subit. Face à ce mouvement, le gouvernement a paniqué, a reculé et maintenant organise un « grand débat ». La manœuvre est grossière : débattez, et nous, nous avançons avec notre programme et nos mesures antipopulaires.

GILETS JAUNES, QUEL EST VOTRE MÉTIER ?

Dans les ronds-points, dans les AG mais aussi dans les interventions des Gilets Jaunes sur les plateaux télé, de quoi parle-t-on ? On parle en premier lieu des conditions de vie au quotidien, des conditions de travail, de logement, de la précarité. La première question que l'on entend partout est comment peut-on vivre avec un salaire de misère ? Ce n'est pas un hasard si ces questions sont prédominantes dans le mouvement. Dans les ronds-points, les manifestations c'est nous qui sommes largement présents : ouvriers et prolétaires, femmes précaires, jeunes chômeurs, etc. Une étude¹ montre même que ce sont les ouvriers la première catégorie sociale à participer et à soutenir les Gilets Jaunes.

Nous ne pouvons que nous en réjouir ! En effet, dans cette société inégalitaire nous sommes en première ligne. Ce sont les prolétaires qui se retrouvent à découvert avant la fin du mois. Ce sont les prolétaires qui se détruisent le corps et l'esprit dans des boulots pénibles. Ce sont les prolétaires qui sont les premier.e.s exclus du marché du travail. Ce sont les prolétaires qui vivent 10 ans de moins en moyenne que les cadres.

De l'autre côté, qui dirige la société ? Qui empêche les profits ? Qui profite des largesses de la justice ? A qui appartiennent les grands médias ? A la classe au pouvoir : la bourgeoisie. Un petit nombre d'individu mais qui possède réellement le pouvoir. Le pouvoir de l'Ifop pour la fondation Jean Jaurès.

faire des lois, le pouvoir de toujours plus nous exploiter, le pouvoir de se protéger avec sa police et sa justice. Derrière la figure de Macron, cette caricature de bourgeois arrogant et méprisant, se cache cette classe privilégiée, celle des grands patrons, des dirigeants de l'État. Cette classe qui, en plus de nous exploiter, pillent la plus grande partie des ressources dans le monde, qui monopolisent les techniques et les savoirs, qui assurent leur domination par la force.

Et c'est bien à cette classe qu'il faut faire la guerre, pas juste à Macron et à sa clique. Une guerre classe contre classe. Car ce ne sont pas avec quelques réformes symboliques qu'on changera radicalement nos vies. Mais bien en mettant à bas cette société de classe, cette société capitaliste. Le chemin est long pour y arriver, mais il n'y a pas d'autres alternatives !

LEUR DÉMOCRATIE, C'EST LA DICTATURE !

Depuis plusieurs semaines, on voit fleurir partout dans les manifestations des appels à l'instauration du RIC (Référendum d'Initiative citoyenne). Autrement dit, de mettre en place une possibilité de référendum sur des questions de société.

On ne peut que se réjouir de l'aspiration de ce mouvement à plus de démocratie. Dans cette société de classe, c'est travailler, consommer et obéir ! De temps en temps, on nous sollicite pour une élection. Mais des élections qui sont plus ou moins jouées d'avance, avec des candidats qui proposent des projets plus ou moins similaires et qui ne remettent jamais en cause les fondements de cette société inégalitaire. Des élections où l'argent fera la différence (il faut voir comment Macron a obtenu des sommes folles de la part de grands patrons). Bref une parodie de démocratie. Parodie de démocratie que nous combattons et avons combattu en appelant par exemple au boycott des élections lors des deux tours de l'élection présidentielle de 2017.

Alors, le RIC permettra-t-il plus de démocratie ?
On peut avoir l'impression que c'est enfin un moyen

de pouvoir décider de ce qu'il se passe, d'imposer ce que nous voulons sans croire sur parole un politicien. Mais les référendums ont toujours été utilisés pour nous enfumer, ou alors, quand on n'a pas voté comme la bourgeoisie le voulait, elle est passée outre. Rappelons-nous le référendum sur le TCE (sur le traité établissant une constitution pour l'Europe) en 2005. Le « Non » avait obtenu la majorité. Quelques mois plus tard, la bourgeoisie faisait passer ce traité (sans référendum cette fois-ci). Ne nous faisons pas d'illusion : si un référendum donne un résultat qui ne plaît pas à la classe dominante, quels moyens avons-nous pour la forcer à appliquer le résultat ?

Et qui votera à ces référendums ? Le bourgeois du coin oui mais pas notre collègue de travail immigré ? Non merci !

Des exemples de référendum, nous en avons : les référendums d'entreprise instaurés par la Loi Travail en 2016, que Macron a étendu par les ordonnances de décembre 2017. Si la bourgeoisie a mis ces référendums en place, c'est pour avant tout court-circuiter les syndicats les plus combattifs, se passer d'eux, et renforcer toujours plus notre exploitation. Les rares exemples de référendums d'entreprise sont une catastrophe pour les travailleurs : en 2015, dans l'usine Smart, un référendum a voté à 56% le retour aux 39h payées 37. Si l'on regarde de plus près les résultats : 61% contre chez les ouvriers, 75% pour chez les cadres... Bref ce sont les cadres qui ont imposé leur volonté.

Un autre exemple, le référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes en juin 2016. Le corps électoral était si étendu (près d'un million de personnes) que le « Oui » à l'aéroport est passé alors que les localités impactées par celui-ci ont massivement votées pour le « Non ». Bref, les dés étaient pipés dès le début. Tu parles d'une démocratie !

Dans une société capitaliste, obtenir plus de démocratie est un leurre. La bourgeoisie fera toujours en sorte que les résultats aillent dans son sens. A grand renfort de propagande, par les grands médias. Et si vraiment on arrive à un résultat qui ne lui convient pas, elle trouvera toujours le moyen d'imposer sa volonté, par la force s'il le faut. Nous ne voulons pas juste gagner le droit de faire un référendum de temps en temps pour contester une décision parmi toutes celles prises par ces gouvernements qui de toute façon sont contre nous.

Car derrière la question d'une société plus démocratique se cache la question du pouvoir. De qui décide, comment et au service de qui ! La

démocratie "pure", ça n'existe pas. La démocratie n'est que la forme que prend, dans le domaine du droit et de l'organisation du pouvoir, la domination d'une classe sur une autre.

La solution réside dans la construction d'une société réellement démocratique. Une démocratie qui organise à la base l'exercice du pouvoir par et pour les prolétaires. Une démocratie qui se fixe comme objectif de détruire toute forme d'exploitation et d'oppression. **Cette démocratie, nous l'expérimentons aujourd'hui, à une petite échelle, dans les Comités de Grève mais aussi sur les ronds points et dans les AG des Gilets Jaunes !**

FACHOS, RÉACS, ROYALISTES

DÉGAGEONS LES !

Militant·e·s agressé·e·s dans plusieurs manifestations, cortèges attaqués... il faut que ça cesse !

Créons les conditions politiques et organisationnelles pour combattre de manière conséquente l'influence des fachos, royalistes et autres réactionnaires dans les mobilisations des Gilets Jaunes.



Répression du mouvement des Gilets Jaunes,

TOUJOURS PLUS !

Depuis le premier samedi de manifestation des Gilets Jaunes, la répression d'État s'abat sur le mouvement, dans des proportions rarement vu auparavant.

Celle des flics d'abord, dans la rue. Des flics qui se lâchent en toute impunité, et de plus en plus équipés pour nous faire mal : lacrymos, flash ball, canons à eau, blindés !

Au rang des victimes, Zineb Redouane, 80 ans, décédée suite à un tir de grenade lacrymo le 1er décembre à Marseille. S'y ajoute un nombre impressionnant de mutilé.e.s, par des tirs de flash ball ou des éclats de grenade de désencerclement. On compterait aujourd'hui 122¹ blessures à la tête, 18 éborgnés, 4 mains arrachées et plusieurs milliers de blessés en tout genre.

LA POLICE ET LA JUSTICE, DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

La répression des mouvement sociaux n'est pas quelque chose de nouveau, mais elle s'est intensifiée, notamment depuis les manifestations contre la Loi travail en 2016. Cette répression est aussi indissociable de celle quotidienne, dans les quartiers populaires, qui sont un véritable laboratoire d'expérimentation pour la police. Rappelons que les flash ball ont été utilisé en premier par la BAC lors de la révolte dans les banlieues en 2005. Ce renforcement policier s'est accompagné d'un véritable permis de tuer. En 10 ans, 47 personnes sont mortes dû à des violences policières, principalement des noirs et des arabes issus de ces quartiers populaires. A l'occasion des manifestations, beaucoup parmi les Gilets-jaunes ont ainsi « découvert » une brutalité policière qui jusqu'ici ne les atteignait pas. La Police a montré son vrai visage ; non, la Police ne sont pas des gens « comme nous » : c'est au contraire un corps social au statut bien à part dans la société, une force au service des puissants et de l'ordre établi. C'est pour cela que les policiers bénéficient d'une quasi-impunité pour leurs violences. C'est pour cela qu'ils ont obtenu aussi rapidement une augmentation de salaire de la part du gouvernement.

Les violences policières ne sont ni des « dérapages », ni

¹ Varie selon les comptages (voir les sites désarmons-les.net ou lemurjaune.fr)

gratuites : elles sont une arme de la guerre sociale que nous livre l'État et répondent à un but précis : terroriser les exploités et les opprimés, briser leurs révoltes. A chaque fois dans l'Histoire que la Bourgeoisie s'est sentie menacée, même lorsque le régime avait toute les apparences d'une « démocratie », l'Etat n'a pas hésité à déchaîner la violence de sa Police ou son armée.

La Justice n'est pas en reste. Son « indépendance » ne trompe plus personne : on ne compte plus les politiciens bourgeois, les patrons, ou les flics qui sont acquittés. Pour nous par contre la justice est de plus en plus sévère. Les comparutions immédiates pleuvent après chaque samedi de manifestation. Les condamnations sont sans pitié, on compterait plus de 1000 condamnations à ce jour. Aujourd'hui la prison ferme (même pour de petits délits) semble devenir la norme dans les tribunaux. Et on nous promet encore pire, avec une nouvelle loi « anti-casseurs » ...

QUELLES RÉPONSES À LA RÉPRESSION ?

On le voit tous les samedis, les Gilets Jaunes n'ont attendu personne pour répondre à la répression. En manifestation beaucoup d'entre nous nous protégeons, et on le comprend !

Partout, la solidarité s'organise : collectes de soutien, rassemblements devant les prisons, aide juridique etc. L'heure est à construire l'autodéfense de notre classe sur le terrain des manifestations et après. Ne laisser personne sur le carreau ! Exigeons partout la relaxe, l'amnistie et la liberté pour toutes et tous les Gilets Jaunes !

KIT MILITANT

Retrouvez analyses, interviews, tracts et affiches pour la mobilisation des Gilets Jaunes sur :

www.ocml-vp.org

**Pour recevoir gratuitement le Bulletin Partisan,
inscrivez vous à notre infolettre mensuelle sur www.ocml-vp.org**